



OBSERVATOIRE géopolitique de l'Indo-Pacifique

Revue d'analyses

LE SOMMET JAPON - CORÉE DU SUD (16-17 MARS 2023)

Damien Tschantré / Journaliste

Mars 2023



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Damien Tschantré / Journaliste

Damien Tschantré réalise pour l'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique des revues d'analyses thématiques d'articles récents de chercheurs et d'experts dans le monde. En 2022, il a collaboré avec le Centre français de recherche sur l'Irak pour effectuer ce même type d'exercice.

Actuellement étudiant en Master 2 dans le domaine de la médiation des sciences et des savoirs au Conservatoire national des arts et métiers, il a aussi été diplômé de l'École supérieure de journalisme de Paris en 2019.

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE GÉOPOLITIQUE DE L'INDO-PACIFIQUE

L'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique de l'IRIS a pour ambition de constituer une plateforme visible et référencée afin d'accueillir toutes les contributions et les lectures provenant de différentes parties de l'Indo-Pacifique et de disciplines diverses. Elle offre un lieu de production d'analyses et de débats, mais aussi une bibliothèque thématique sur un espace dont la pertinence commence à peine à être discutée.

Cet observatoire est co-dirigé par **Marianne Péron-Doise**, chercheuse associée à l'IRIS, et **Éric Mottet**, chercheur associé à l'IRIS, et s'inscrit dans le cadre du Programme Asie-Pacifique.



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille

PROBLÉMATIQUE

Le jeudi 16 mars 2023, un sommet bilatéral de deux jours, très attendu, s'est ouvert au Japon en présence du président sud-coréen et du Premier ministre japonais. Il avait pour objectif d'œuvrer au rapprochement des deux pays afin de répondre, entre autres, aux défis sécuritaires posés par la menace nord-coréenne et les ambitions de la Chine dans la région Indo-Pacifique. Que ce soit dans un cadre bilatéral ou plus largement dans un cadre trilatéral, c'est-à-dire Japon, Corée du Sud et États-Unis. Et ce malgré la persistance des tensions historiques, jamais réglées, héritées de l'occupation japonaise de la Corée de 1910 à 1945 et un contentieux territorial mettant aux prises les deux pays sur les îlots Dokto (nom coréen) / Takeshima (nom japonais).

Les bénéfices directs de la rencontre apparaissent être autant d'ordre sécuritaire, avec la reprise de l'accord d'échange de renseignement GSOMIA, qu'économique, avec la levée de l'embargo japonais contre des exportations de matériaux indispensables à la production de semi-conducteurs à destination de Séoul. Deux éléments aux retombées stratégiques très significatives pour la stratégie Indo-Pacifique des États-Unis alors que la confrontation avec Pékin s'intensifie.

ANALYSES ET COMMENTAIRES

En préparant activement cette rencontre, « *Le président sud-coréen Yoon Suk-yeol a décidé d'ouvrir un nouveau chapitre en faisant un pas courageux vers la résolution d'un conflit historique de longue date avec le Japon* »¹ jugent Sue Mi Terry, directrice du programme Asie au Wilson Center, ainsi que Max Boot, chercheur au Council on Foreign Relations, dans un article du 7 mars dernier dans le *Washington Post*, reflétant ainsi le point de vue américain. Ils rappellent que pendant la Deuxième Guerre mondiale les Japonais avaient enrôlé 750 000 Coréens comme travailleurs forcés et 200 000 femmes comme esclaves sexuelles, dites « femmes de réconforts ». Depuis 1965 et la reprise des liens diplomatiques entre les deux voisins, c'est une « paix froide » qui s'est installée entre eux alors que Tokyo a des difficultés pour reconnaître ces crimes et que le sentiment anti-japonais demeure fort dans la politique sud-coréenne. Dans l'objectif de dépasser les tensions entre les deux pays, Yoon Suk-yeol avait annoncé début mars 2023 que Séoul abandonnait la demande d'indemnisation faite au Japon pour les travailleurs coréens et qu'un fonds spécifique d'entreprises sud-coréennes s'y substituerait. En retour, Tokyo a salué l'initiative et confirmé une déclaration de 1998, signée

¹ Max Boot, « *Opinion / South Korea takes a brave step toward reconciliation with Japan* », *Washington Post*, 7 mars 2023, URL : <https://www.washingtonpost.com/opinions/2023/03/07/south-korea-japan-forced-labor-rapprochement/>

par l'ancien président sud-coréen Kim Dae-jung et son homologue japonais Keizo Obuchi qui exprimait des regrets et des excuses pour la domination coloniale japonaise.

Ce rapprochement entre deux de ces alliés les plus importants de la région Indo-Pacifique était vivement souhaité par l'administration Biden, qui s'est beaucoup impliquée dans la tenue de cette rencontre. Au plan économique, il fait tomber un obstacle majeur au projet de Washington d'établissement d'une alliance CHIP4 sur les semi-conducteurs avec en dehors d'eux, le Japon, la Corée du Sud et Taiwan. Enfin, dans le domaine du renseignement, Tokyo et Séoul ont accepté de partager automatiquement et en temps réel les informations sur les tirs de missiles nord-coréens notamment grâce la restauration du GSOMIA, *General Security of Military Information Agreement*, signé en 2016².

« *Mais cette décision comporte un risque politique considérable pour Yoon* », estiment Sue Mi Terry et Max Boot. Effectivement, l'opposition politique sud-coréenne, en particulier le parti démocratique de Corée, n'a pas tardé à donner de la voix en dénonçant « *la diplomatie humiliante de Yoon Suk-yeol* » lors d'un rassemblement de protestation avec deux anciennes victimes du travail forcé.

Si des tentatives de rapprochement ont avorté dans le passé, pour les deux chercheurs, « *l'environnement international d'aujourd'hui est si menaçant - avec les Russes qui envahissent l'Ukraine, la Corée du Nord élargissant son programme nucléaire et la Chine menaçant ses voisins - que les deux grandes démocraties reconnaissent un plus grand impératif de coopération* ». Ils concluent que, face à cette décision controversée prise par le président coréen, « *s'il réussit, Yoon s'établira comme un profil de courage* » pour rapprocher les deux pays.

Ellen Kim, Nicholas Szechenyi, Victor Cha et Christopher B. Johnstone, du Center for Strategic International Studies (Washington), voient également dans ce sommet bilatéral un acte important, car il n'y en a plus eu entre les deux pays depuis douze ans. « *Après un grave ralentissement des liens bilatéraux en 2019 sur les sensibilités historiques et d'autres questions, Yoon et Kishida cherchent à établir une base durable pour la relation et à élargir les pistes de coopération sur un éventail de questions* »³, stratégiques et commerciales. Les dirigeants vont chercher à dépasser la question de la colonisation. Les chercheurs soulignent, entre autres, que pour aider à cela, « *la principale fédération d'entreprises du Japon, le Keidanren, semble susceptible de se joindre à son homologue sud-coréen pour créer un*

² « *Yoon announces' complete normalization of military intel sharing pact with Japan* », The Korea Times, 16 mars 2023, URL : [Yoon calls for closer cooperation with Japan against NK threats during summit with Kishida - The Korea Times](https://www.koreatimes.co.kr/article/491117)

³ Ellen Kim, Nicholas Szechenyi, Victor Cha, Christopher B. Johnstone, « *The Kishida-Yoon Summit Meeting: A New Start for Japan-Korea Relations* », Center for Strategic International Studies (CSIS), 15 mars 2023, URL : <https://www.csis.org/analysis/kishida-yoon-summit-meeting-new-start-japan-korea-relations>

nouveau fonds pour soutenir les jeunes ». Mais si une majorité de Japonais soutient l'initiative du président coréen, l'opinion publique sud-coréenne semble en grande partie s'y opposer selon un récent sondage⁴ relèvent les chercheurs.

Pour Scott Snyder, directeur du programme sur la politique américano-coréenne du Council on Foreign Relations (Washington), l'initiative du président Yoon échouera sans réciprocité de la part du Japon. En 2015, une tentative de règlement avait été lancée entre la Corée du Sud et le Japon pour traiter de la question des « femmes de réconforts ». Un accord, qui promettait un règlement « final et irréversible » du Japon de cette question, a fini par échouer en raison de l'opposition des victimes qui n'avaient pas été associées à la négociation. « *En tentant de rétablir et de stabiliser les relations de la Corée du Sud avec le Japon, l'administration Yoon a appliqué les leçons de l'échec de l'accord de 2015 sur les femmes de réconfort* »⁵, en menant des consultations privées avec les victimes et un processus consultatif explique le chercheur. Suite à cela, Séoul a fait savoir à Tokyo que le public n'envisageait pas un fond volontaire composé uniquement de contributions sud-coréennes, alors que Tokyo considère, depuis l'échec de l'accord de 2015, la question de l'indemnisation comme réglée, imputant cette situation à la Corée. « *Le résultat est que l'approche strictement legaliste du Japon de la relation (...) court le risque d'approfondir la polarisation politique au sein de la Corée du Sud plutôt que d'aider à compartimenter la relation avec le Japon de la politique intérieure sud-coréenne* », déplore Scott Snyder. Si les deux pays ont plus que jamais intérêt à stabiliser leur relation au regard du contexte géopolitique, pour lui, « *la durabilité de ces efforts sera sujette à de futures évolutions en l'absence d'actes significatifs de la part de Yoon et de Kishida pour construire un consensus durable capable d'isoler la relation de l'influence politique nationale dans les deux pays* ».

Le journal économique japonais *Nikkei* a interrogé Sasae Kenichiro, directeur de l'Institut japonais d'études internationales et ancien sous-secrétaire aux affaires étrangères du Japon, ainsi que, Choi Eun-mi, membre du Comité consultatif des politiques du bureau présidentiel sud-coréen et ancienne membre du conseil public-privé sur la question des travailleurs enrôlés de force. Pour Sasae Kenichiro la rencontre entre les deux dirigeants a un « *impact important pour la sécurité, la diplomatie et la coopération économique, mais aussi sur les relations humaines avec les jeunes générations* »⁶. Il estime qu'il faut du

⁴ « *Survey finds 60% of South Koreans oppose Japan wartime labor dispute resolution* », The Japan Times, 11 mars 2023, URL : <https://www.japantimes.co.jp/news/2023/03/11/national/politics-diplomacy/japan-south-korea-wartime-labor-public-opinion-polls/>

⁵ Scott A. Snyder, « *Yoon's Unilateral Statesmanship Will Fail Without Reciprocation From Japan* », Council on Foreign Relations (CFR), 14 mars 2023, URL : <https://www.cfr.org/blog/yoons-unilateral-statesmanship-will-fail-without-reciprocation-japan>

⁶ Kenichiro Sasae, Eun-mi Choi, Ken Jinbo, Makoto Abe, « *Sommet Japon-Corée, demandez aux experts quelles sont les perspectives d'avenir pour améliorer les relations* », *Nikkei*, 18 mars 2023, URL : <https://www.nikkei.com/article/DGXZQOCB1673S0W3A310C2000000/?gift=g2ls5kFNWTqjA3NDQyMDgyMDGkSW1GR6AyAQ.M6cogLcJ>

temps pour régler les problèmes hérités du passé, mais il met en garde le Japon sur le fait que « *les relations tournées vers l'avenir sont basées sur le passé* ». De plus, pour lui si la Corée doit effectivement prendre en compte les problèmes du passé, elle doit « *aussi être consciente de la nécessité de travailler sur les problèmes futurs* ». Il est important « *d'établir une relation de confiance entre le Japon et la Corée du Sud, et pour cela, les efforts des deux pays sont indispensables* ». De son côté, Choi Eun-mi regrette que le Premier ministre japonais n'ait pas eu de mots spécifiques sur la question des travailleurs enrôlés de force pendant le Sommet. « *Lorsque le Premier ministre se rendra en Corée du Sud, on s'attend à ce qu'il fasse un autre pas en avant* ». L'opinion publique sud-coréenne est sensible aux déclarations et attitudes des dirigeants japonais sur ce sujet souligne Choi Eun-mi. Il lui semble par ailleurs important que le Japon rejoigne le fonds d'indemnisation et que le gouvernement sud-coréen réussisse à convaincre les victimes et leurs familles d'accepter le règlement proposé par le président.

À LIRE AUSSI DANS LA PRESSE LES ARTICLES SUIVANTS :

- Arnaud Vaulerin « [Avec des mots inédits, le président sud-coréen fait un geste en direction du partenaire japonais](#) », *Libération*, 2 mars 2023.
- « [Vu du Japon. Pour Tokyo et Séoul, l'heure est à l'apaisement](#) », *Courrier international*, 16 mars 2023.
- « [Vu de Séoul. L'“humiliation” du président sud-coréen au Japon](#) », *Courrier international*, 17 mars 2023.
- « [La Corée du Sud investit pour son industrie de semi-conducteurs](#) », le Grand Continent, 17 mars 2023.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.